


PREFECTURE DE L'HERAULT

Direction des actions interministérielles
DIP/3 - VG/EB - poste 6225


le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur

ARRETE n° 93-1- 2304

OBJET : *Installations classée*
M. Didier FRANCES à ST GEORGES d'ORQUES
Incinérateur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;

VU l'arrêté du 4 mai 1992 relatif aux centres d'incinération d'animaux de compagnie ;

VU la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 les complétant ;

VU la demande formulée par Monsieur, en vue d'être autorisé à exploiter, sur la commune de St Georges d'Orques, ZA du Mijoulan, un incinérateur pour petits animaux de compagnie ;

VU le plan des installations et des lieux environnants ;

VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 8 mars au 8 avril 1993 inclus, sur le territoire des communes de ST GEORGES d'ORQUES et de JUVIGNAC ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis de Monsieur le ministre de l'agriculture et du développement rural ;

VU les avis émis par MM. les directeurs de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, du travail et de l'emploi, de l'action sanitaire et sociale et des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis émis par les conseils municipaux des communes de St Georges d'Orques et de Juvignac ;

VU le rapport du Directeur des services vétérinaires ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 28 juillet 1993 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

ARTICLE 1er – Monsieur, _____ est autorisé, sous réserve des droits des tiers et dans les conditions fixées en annexe au présent arrêté, à exploiter, sur la commune de St GEORGES d'ORQUES, ZI du Mijoulan, un incinérateur pour petits animaux de compagnie d'une puissance inférieure à 465 kw.

ARTICLE 2 – Indépendamment des prescriptions ci-annexées, le permissionnaire devra se conformer à toutes celles que l'administration pourrait juger utiles de lui prescrire ultérieurement s'il y a lieu en raison des dangers ou des inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

ARTICLE 3 – L'exploitant devra se conformer par ailleurs, aux prescriptions édictées aux chapitres I et II du Livre II du code du travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, notamment à celles précisées par le décret 62-1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

ARTICLE 4 – Tout accident ou incident survenant du fait du fonctionnement de l'établissement de nature à accentuer les risques ou la gêne inhérents à son exploitation, devra être déclaré sans délai à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 5 – Toute adjonction à l'établissement d'une autre industrie classée devra faire l'objet d'une nouvelle demande ou d'une déclaration selon le cas.

ARTICLE 6 – Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail entraînant une modification notable des conditions imposées, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalablement aux changements projetés.

ARTICLE 7 – Si l'établissement autorisé change d'exploitant le successeur, ou son représentant, devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 – La présente autorisation cessera de produire effet s'il y a cessation de l'exploitation pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure. S'il est mis fin définitivement à ces activités, le bénéficiaire de l'autorisation devra en informer le préfet dans le mois suivant la date de l'arrêt d'exploitation. Le site de l'installation devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage.

ARTICLE 9 – Le contrôle de l'établissement sera assuré par le directeur des services vétérinaires, Inspecteur des installations classées, et par le directeur départemental du travail et de l'emploi.

ARTICLE 10 - L'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté et des dispositions légales applicables aux installations classées, est susceptible d'entraîner la fermeture de cet établissement qui serait poursuivi par les voies de droit sans préjuger des sanctions pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 11 - La prescription est accordée exclusivement au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Elle ne vaut pas permis de construire ni autorisation de voirie.

ARTICLE 12 - Le présent arrêté sera immédiatement notifié au permissionnaire dans la forme administrative et une ampliation demeurera déposée en mairie de St Georges d'Orques où elle pourra être consultée.

Un extrait de l'arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant la durée minimum d'un mois, un extrait identique sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur des services vétérinaires, Inspecteur des installations classées, MM. les chefs des services concernés, le Maire de la commune de St Georges d'Orques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MONTPELLIER, le

02 AOUT 1993

le Préfet,

Pour LE PREFET,

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

François DOYEN

Ampliation de l'arrêté dont
l'original est conservé au
Registre des arrêtés sous le
numéro 53.1.2307

LE CHEF DE BUREAU,


Jean-Pierre FAURY

PRESRIPTIONS TECHNIQUES

S.A.D. - Monsieur,

Incinérateur de cadavres d'animaux domestiques

ARTICLE 1ER :

Les animaux dits familiers ou de compagnie admis à la crémation sont les animaux qui habituellement partagent la vie domestique humaine. Ces animaux sont exclusivement :

- les chiens
- les chats
- les rongeurs
- les lapins
- les oiseaux

Les animaux en provenance des laboratoires sont exclus de cette liste.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de celle du chapitre II du livre IV du Code Rural relatives à l'équarrissage des animaux.

ARTICLE 2 :

La puissance du four doit être inférieure à 465 KW.

Les animaux peuvent faire l'objet d'incinération continue ou individuelle si le propriétaire de l'animal le demande. Dans ce dernier cas, les cendres de l'animal pourront lui être remises.

ARTICLE 3 :

L'installation doit être entourée d'une clôture doublée d'une haie à feuillage persistant ou de tout autre aménagement constituant un écran visuel efficace.

ARTICLE 4 :

L'appareil d'incinération sera pourvu d'une chambre de combustion et d'une chambre de postcombustion, chacune étant équipée de brûleurs et d'installations de soufflage d'air.

La chambre de combustion doit atteindre une température minimale de 500 °C avant le dépôt du cadavre.

Les gaz de combustion sont brûlés dans la chambre de postcombustion à une température minimale de 850 °C, pendant au moins deux secondes et en présence d'au moins 6 p.100 d'oxygène.

Toutes mesures doivent être prises afin d'éviter un emballement de l'incinération se traduisant par une augmentation rapide de la température de postcombustion au dessus de 850 °C.

ARTICLE 5 :

A la mise en service, une campagne de mesure doit être effectuée permettant de vérifier le respect des prescriptions des articles 4 et 6.

L'installation fait l'objet d'un contrôle biennal par un organisme choisi par l'exploitant en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Le contrôle porte sur l'état du réfractaire, la température de fonctionnement, le taux de monoxyde de carbone, afin de vérifier la conservation des qualités initiales de l'installation.

Ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 :

Le four, d'une puissance inférieure à 465 KW aura une cheminée d'une hauteur minimale de 6 mètres qui doit comporter un moyen de prélèvement d'échantillons d'effluent gazeux.

La vitesse d'émission des gaz de combustion doit être supérieure à 8 mètres par seconde.

Les gaz rejetés dans l'atmosphère ne devront pas contenir en moyenne horaire plus de :

- 150 mg / Nm³ de monoxyde de carbone
- 100 mg / Nm³ de poussières
- 40 mg / Nm³ de composés organiques (exprimé en carbone total).

L'exploitant doit réaliser une fois tous les deux ans, à ses frais, une analyse des paramètres précédents transmis à l'inspecteur des installations classées.

Les gaz rejetés ne doivent pas être toxiques.

Toute incinération de substances susceptibles d'émission de gaz toxique est interdite.

ARTICLE 7 :

La teneur maximale en imbrûlés des cendres et mâchefers doit être inférieure à 6 pour cent sur produit sec.

L'élimination des cendres non restituées aux propriétaires doit se faire dans des conditions n'entraînant pas de pollution pour l'environnement.

ARTICLE 8 :

Sans préjudice des dispositions prévues dans le Code rural pour la police sanitaire des animaux, tout cadavre d'animal, dès son arrivée au centre d'incinération, doit être incinéré ou stocké en chambre froide positive ou négative.

Les cadavres d'animaux sont conservés dans les sacs étanches munis d'une étiquette permettant l'identification du cadavre.

Le transport des cadavres d'animaux s'effectue dans des conteneurs rigides, clos, lavables et à fond étanche. Ces conteneurs sont lavés et désinfectés après chaque utilisation.

La conservation des cadavres en chambre froide positive s'effectue à une température inférieure à 5 °C. La durée de conservation dans ces conditions ne peut excéder un jour, sauf cas particulier où une durée de deux jours pourra être tolérée.

La conservation des cadavres en chambre froide négative s'effectue à une température inférieure à - 14 °C. La durée de conservation dans ces conditions ne peut excéder trois jours.

En conséquence, la capacité de stockage de l'installation ne dépassera pas le triple de la capacité journalière maximale de traitement de l'établissement.

En cas de panne du four, s'il ne peut être réparé dans les trois jours, les cadavres d'animaux sont transférés vers une autre installation de destruction autorisée. Ce transfert doit être signalé à l'inspecteur des installations classées.

Les chambres froides sont régulièrement lavées et désinfectées au moyen de produits bactéricides agréés au titre de l'arrêté du 28 février 1957.

Pour les cadavres conservés en chambre froide négative, la décongélation des cadavres avant l'incinération est interdite.

L'incinération des animaux s'effectue dans les sacs les contenant. Ceux-ci ne doivent pas contenir de substances susceptibles d'être à l'origine d'émissions toxiques.

ARTICLE 9 :

Les sols et les murs des salles de réception ou de passage des cadavres d'animaux sont constitués de matériaux lisses et lavables jusqu'à une hauteur de deux mètres. Ces salles sont désinfectées après chaque utilisation. Elles sont munies d'une ventilation assurant un renouvellement d'air de quatre volumes par heure et d'un filtre au charbon actif. Lorsque des salles spéciales sont réservées à la préparation des cadavres ou à leur présentation à leur propriétaire, elles doivent respecter les mêmes règles.

ARTICLE 10 :

L'installation de distribution d'eau ne doit pas être susceptible, à l'occasion notamment de phénomènes de retour d'eau, d'engendrer une contamination de l'eau de distribution publique.

Les effluents doivent être désinfectés avant évacuation.

Les eaux usées sont évacuées vers un réseau public d'assainissement et doivent respecter les valeurs limites suivantes à la sortie de l'installation :

MES : 600 mg/l ;
DBO 5 : 800 mg/l (sur effluent non décanté) ;
DCO : 2000 mg/l (sur effluent non décanté) ;
Azote : 150 mg/l (azote globale exprimé en N) ;
Phosphore : 50 mg/l (phosphore total exprimé en P).

ARTICLE 11 :

Les installations électriques sont conformes aux règles de l'art et vérifiées régulièrement.

Tous les trois ans l'exploitant fait contrôler à ses frais son installation électrique par un organisme agréé et transmet le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 :

L'établissement doit être pourvu de moyens de secours contre l'incendie.

Le local de l'incinérateur est isolé des locaux adjacents par des parois (murs et planchers) coupe-feu de degré deux heures dont la ou les baies de communication intérieure sont obturées par un ou des blocs coupe-feu de degré une heure.

Il est impératif :

- de disposer d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant ;
- d'afficher les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie et les modalités d'appel des sapeurs-pompiers.

Ce local est pourvu en partie haute et basse d'orifices d'aération donnant directement sur l'extérieur et positionnés de façon opposée d'une surface au moins égale à 16 dm² par orifice.

Ce local ne comprend que les matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du four. Tout dépôt de produits ou matériels combustibles est interdit. Des dispositifs d'arrêt d'urgence des circuits électriques d'éclairage et de force motrice de l'incinérateur sont placés à l'extérieur du local d'incinération et convenablement repérés par des panneaux précisant leur fonction.

La vanne de coupure d'urgence de l'arrivée du combustible est signalée par des plaques indiquant sa position à l'extérieur du bâtiment.

Des opérations de vérification de l'état des installations sont réalisées portant en particulier sur l'état du fonctionnement des brûleurs, des dispositifs de sécurité contre l'incendie et les explosions et des appareils de surveillance des rejets.

ARTICLE 13 :

L'exploitant doit établir pour chaque animal incinéré à la demande de son propriétaire une fiche d'identification précisant :

- la date de réception ;
- la date d'incinération ;
- l'espèce et la race, l'âge, la cause déclarée de la mort ;
- sa provenance (adresse du propriétaire et/ou du vétérinaire) ;
- son numéro d'identification (s'il existe) ;
- son nom.

Pour les autres cadavres, les informations suivantes suffisent :

- date de réception ;
- date d'incinération ;
- poids du lot ;
- nombre de cadavres de chaque espèce ;
- provenance.

L'exploitant conserve les fiches numérotées deux ans à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Avant chaque incinération, il sera procédé à la vérification du contenu des sacs à introduire dans l'incinérateur.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 93-1- 2307

le Préfet,

Pour LE PRÉFET,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

François DOYEN

Ampliation de l'arrêté dont
l'original est conservé au
Registre des arrêtés sous le
numéro 93-1- 2307

LE CHEF DE BUREAU,


Jean-Pierre FAURY